

Jérusalem : qui a voté quoi en Afrique ?

22 décembre 2017 à 17h35

Par Jules Crétois

<http://www.jeuneafrique.com>



Si pour un certain nombre de nations africaines, il semble compliqué de s'opposer à la volonté américaine, comme le confient des diplomates à Jeune Afrique, une petite nation, le Botswana, s'est ému du ton de menaces à peine voilées employé par Washington.

Ce 21 décembre, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté une résolution sur le statut de Jérusalem, parrainée par la Turquie et le Yémen, et qui, pour résumer, condamne de manière implicite la reconnaissance récente de la ville comme capitale d'Israël par le président américain Donald Trump. **128** pays ont voté en faveur du texte, **9** contre et **35** se sont abstenus.

Le Togo seul « contre », beaucoup d'abstentions



Dans le cas du Togo, le vote n'est pas un message de soutien à Washington, mais bien à Tel-Aviv

En Afrique, un seul pays a voté contre la résolution : le **Togo**. Un consultant installé en Israël, actif dans la promotion de ce pays auprès des pays d'Afrique de l'Ouest explique : « Dans le cas du Togo, le vote n'est pas un message de soutien à Washington, mais bien à Tel-Aviv. Depuis plusieurs années, à l'Unesco notamment, le Togo vote systématiquement en faveur d'Israël, notamment au sujet du statut de Jérusalem ».

Le Togo avait rompu ses relations diplomatiques avec Israël dans les années 1970, notamment sous pression des pays de l'OPEP, avant de les rouvrir en 1986. Yitzhak Shamir, premier ministre israélien avait alors fait le déplacement. Le Premier ministre israélien, Benyamin Netanyahu était attendu au sommet Afrique-Israël, prévu à Lomé au mois d'octobre 2017, [qui a récemment été reporté](#).

En revanche, on retrouve dans les abstentionnistes, un certain nombre de pays africains : le Bénin, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Lesotho, le Malawi, le **Rwanda**, le Soudan du sud et l'Ouganda.

Parmi ces pays, on retrouve des nations connues pour leur proximité avec Israël : le Rwanda et le Soudan du Sud notamment. Mais le Soudan du Sud – soutenu par Washington – est aussi une nation en proie à la guerre et qui traverse une situation humanitaire catastrophique.

Menaces voilées des États-Unis



Les États-Unis se souviendront de ce jour

N'est-ce pas compliqué pour des pays qui connaissent des contextes particuliers de se détourner trop nettement de la volonté américaine ? La question peut se poser, d'autant plus que les États-Unis ont adopté un ton musclé et offensif lors de l'Assemblée générale.

« Les États-Unis se souviendront de ce jour où ils ont été pris pour cible à l'Assemblée générale pour le simple fait d'avoir exercé leur droit de nation souveraine. (...) Nous nous en souviendrons lorsque l'on nous demandera à nouveau d'être les principaux contributeurs des Nations unies », a ainsi déclaré Nikki Haley, ambassadrice des USA à l'ONU.

« Les nations africaines peuvent plaider l'alignement sur **l'Union africaine** et du coup, conservent une marge de manœuvre. Mais en effet, donner l'impression de lâcher Washington peut apparaître comme insulter l'avenir », soupire un ancien ministre des Affaires étrangères d'un pays d'Afrique du nord.

Toutefois, plusieurs pays africains qui reçoivent d'importantes aides américaines ont tout de même voté en faveur de la résolution. L'Égypte, le Kenya, le Nigeria, la Tanzanie et l'Éthiopie sont parmi les dix pays qui reçoivent le plus d'aides américaines dans le monde, derrière Israël notamment. Et tous ont voté pour la résolution.

Le Botswana dénonce, beaucoup sèchent la séance



Un message menaçant et grossièrement inapproprié

Lors de ce vote, les représentants de plusieurs nations africaines ne se sont même pas déplacés. C'est le cas de la République centrafricaine, de la République démocratique du Congo (RDC), de la Guinée Bissau, du Kenya, de la Sierra Leone, du Swaziland, et de la Zambie.

Stanislas Moussa-Kembe a été l'ambassadeur centrafricain aux États-Unis. Il donne sa lecture à titre individuel : « La Centrafrique n'a jamais caché être proche d'Israël et des États-Unis. Et a souvent répété sa volonté de neutralité sur certaines questions qui agitent notre monde. »

Mais un membre du corps diplomatique de RDC concède à *Jeune Afrique*, en off, qu'il aurait été malvenu de s'opposer au géant américain : « Dans ce genre de cas, nous subissons de réelles pressions. » Et un autre haut fonctionnaire centrafricain de reconnaître : « Dans notre situation, s'opposer à Washington... Ce serait inconséquent. Nous sommes tenus et la nouvelle administration américaine semble particulièrement sensible. Nous ne pouvons pas les froisser. »

Et notre ancien diplomate maghrébin d'assurer : « Washington dispose de tant de leviers, sécuritaire, humanitaire. Pour des nations dont les États sont fragiles, s'y opposer revient à se tirer une balle dans le pied. »

Ces pressions, une nation africaine a décidé de les dénoncer : le ministère des Affaires étrangères du **Botswana** a émis un communiqué, le 21 décembre dénonçant la virulence des propos de Haley, selon lesquels le président américain observera soigneusement le vote et prendra note des pays qui ont voté « **contre** » Washington. Le Botswana a dénoncé « un message menaçant et grossièrement inapproprié [...] dont le but semble être de saper la souveraineté du Botswana ».